

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITE**

SEANCE DU 9 JUIN 2020

-

EN VISIOCONFERENCE

Le 9 juin 2020 à 14h30, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis en visioconférence sur convocation du Président de l'établissement. Madame Catherine Carbone, représentant Monsieur le Recteur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), était présente.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. Philippe ELLERKAMP, Président d'Avignon Université

M. Samuel PRISO-ESSAWE, Vice-président du Conseil d'administration (VP CA)

M^{me} Catherine CARBONE, Contrôleur budgétaire et de légalité, représentant le Recteur de la Région académique PACA

Collège A

M^{mes} et MM. LE FRIANT, CASTELNUOVO, MACE-BARBIER, LEFEVRE, BLANKE

Collège B

M^{mes} et MM. ELLERKAMP, RAULT, COSTA, LUNARDELLI, DURAND

Collège BIATSS

M^{mes} et MM. POITEVIN, BERNARD, ANDRE, BERRAG

Collège ÉTUDIANT

MM. ZAAFOUR (départ à 17h45), WIDENDAELE

Collège Personnalités Extérieures

M^{mes} et MM. BEUCHE-MOREL (Ville d'Avignon), NABOT (INRAE PACA) (départ à 17h15), CAILLE (Syndicat des métaux de Marseille), GONTARD (Cabinet d'avocats GONTARD, LECOQ-AFFAGARD, PTAK & ASSOCIES), REBMEISTER (Collège Frédéric Mistral)

REPRÉSENTÉ.E.S

M^{me} et MM. GIMELLO-MESPLOMB (procuration à M^{me} LUNARDELLI), WENZEL (procuration à M. DURAND), SANTONI (procuration à M. ELLERKAMP)

ABSENT.E.S ET EXCUSÉ.E.S

M^{me} et MM. TEITGEN, DIONE, BISSIERE, FAURE

PARTICIPANT À TITRE CONSULTATIF DE DROIT

M. BARBE, Directeur de la Bibliothèque universitaire, excusé

M. BOUBERTEKH, Directeur Général des Services (DGS), présent

M. BOUYER, Agent comptable par intérim, présent

M. VACARIS, Président du Grand Avignon, excusé

INVITÉ-E-S PRÉSENT-E-S

M^{me} ABONNEN, Vice-présidente déléguée à la Vie universitaire (VP VU)

M^{me} ANDRZEJEWSKI, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des Risques (CSIR)

M. BOURDAGEAU, Directeur des Ressources Humaines (DRH), Adjoint au DGS

M. DRIDER, Vice-président étudiant (VPE)

M. EMBLANCH, Doyen de l'UFR Sciences, Technologies, Santé (STS)

M^{me} FALKERT, Doyenne de l'UFR Arts, Lettres et Langues (ALL)

M. LINARES, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR)

M. MARNEFFE, Directeur des Finances, des Achats et du Contrôle Interne (DFACI), Adjoint au DGS

M. MONNET, Directeur du Service de la Formation tout au long de la vie (SFTLV)

M. POLIDORI, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (VP CFVU)

M^{me} PORTAL, Assistante de direction

M. RICHAUD, Doyen de l'UFR Sciences Humaines et Sociales (SHS)

M^{me} ROSIER, Directrice de Cabinet

M^{me} SAVARIT, Directrice adjointe des finances, des achats et du contrôle interne, Responsable affaires budgétaires

M^{me} TIXIER, Vice-présidente déléguée aux Relations internationales (VP RI)

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 9 juin 2020**

1. Informations générales communiquées par le Président
2. Crise sanitaire COVID-19 : approbation du plan de reprise d'activité phase 2
3. Affaires financières :
 - 3.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2021
 - 3.2 Allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2021
4. Ressources humaines :
 - 4.1 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année universitaire 2019-2020
 - 4.2 Approbation de la répartition des primes de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du Service de la formation tout au long de la vie au titre de l'année universitaire 2019-2020
5. Approbation de la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés au titre de l'année universitaire 2020-2021
6. Formation et Vie universitaire
 - 6.1 Création du parcours « Droit et Numérique » dans le cadre du master Droit à compter de l'année universitaire 2020-2021
 - 6.2 Création de la licence professionnelle « Systèmes Numériques et Données des Objets Connectés » à compter de l'année universitaire 2020-2021
 - 6.3 Création d'une classe TREMLIN à compter de l'année universitaire 2020-2021 dans le cadre des Nouveaux Coursus à l'Université (NCU)/CAPACITE
 - 6.4 Création du Diplôme d'université « Entrepreneuriat » à compter de l'année universitaire 2020-2021 dans le cadre des Nouveaux Coursus à l'Université (NCU)/CAPACITE
 - 6.5 Approbation de l'offre des diplômes d'université au titre de l'année universitaire 2020-2021
 - 6.6 Désignation des deux représentants des élus étudiants du Conseil d'administration à la Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC)
7. Recherche : création d'un dispositif de chaire partenariale
8. Approbation du contrat-type éditeur/contributeur dans le cadre d'une œuvre collective
9. Questions diverses

Relevé de décisions

Membres composant le conseil : 28

Membres présents : 21

Membres suppléés : 3

Membres absents et non suppléés : 4

1. Informations générales communiquées par le Président

2. Crise sanitaire COVID-19 : approbation du plan de reprise d'activité phase 2

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3. Affaires financières :

3.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

3.2 Allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

4. Ressources humaines :

4.1 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*une abstention*)

4.2 Approbation de la répartition des primes de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du Service de la formation tout au long de la vie au titre de l'année universitaire 2019-2020

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

5. Approbation de la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6. Formation et Vie universitaire

6.1 Création du parcours « Droit et Numérique » dans le cadre du master Droit à compter de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.2 Création de la licence professionnelle « Systèmes Numériques et Données des Objets Connectés » à compter de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (*deux abstentions*)

6.3 Création d'une classe TREMLIN à compter de l'année universitaire 2020-2021 dans le cadre des Nouveaux Coursus à l'Université (NCU)/CAPACITE

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.4 Création du Diplôme d'université « Entrepreneuriat » à compter de l'année universitaire 2020-2021 dans le cadre des Nouveaux Coursus à l'Université (NCU)/CAPACITE

⇒ Report à une séance ultérieure du Conseil d'administration

6.5 Approbation de l'offre des diplômes d'université au titre de l'année universitaire 2020-2021

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

6.6 Désignation des deux représentants des élus étudiants du Conseil d'administration à la Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC)

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

7. Recherche : création d'un dispositif de chaire partenariale

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

8. Approbation du contrat-type éditeur/contributeur dans le cadre d'une œuvre collective

⇒ Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité

9. Questions diverses

⇒ Néant

Après s'être assuré que le quorum est atteint, le Président d'Avignon Université ouvre la séance.

1. Informations générales communiquées par le Président

Rentrée universitaire 2020 : de nombreuses incertitudes pèsent sur les conditions de rentrée. Les circulaires enjoignent le plus strict respect des mesures de distanciation physique, les protocoles sanitaires sont extrêmement draconiens en ce qui concerne l'organisation des quelques concours qui se tiennent actuellement au sein de l'établissement. Au niveau national, de nouveaux clusters se multiplient. L'établissement doit anticiper et se préparer à une rentrée sans amphithéâtre. Une réunion de cadrage en présence des directrices et directeurs de composante se tiendra demain, l'équipement d'amphithéâtres en matériels de captation vidéo est engagé. Tout est mis en œuvre avec les moyens dont l'université dispose pour assurer la continuité pédagogique dès la rentrée prochaine en cas de reprise de la pandémie.

Election du Vice-président étudiant d'Avignon Université : le Conseil académique plénier a élu le 28 mai dernier Monsieur Thaouban Drider, étudiant en première année de licence droit, en qualité de Vice-président étudiant de l'université. Le Président lui souhaite pleine réussite dans ses nouvelles missions.

Prenant la parole, Monsieur Samuel Priso-Essawe, Vice-président du Conseil d'Administration (VP CA), annonce le report du point 6.4 de l'ordre du jour de séance au prochain CA, la Commission de la Formation et de la Vie universitaire (CFVU) n'ayant pas pu traiter ce point lors de sa dernière réunion.

2. Crise sanitaire COVID-19 : approbation du plan de reprise d'activité phase 2

Le VP CA invite Madame Florence Andrzejewski, Conseillère Sûreté (FSD) et Ingénierie des risques (CSIR), à présenter ce point.

Rappel des objectifs du plan de reprise d'activité (PRA) : la protection de la santé des personnels et des visiteurs, la poursuite de la reprise des activités de recherche et de certaines fonctions supports.

Point de situation : au niveau du territoire, plusieurs clusters apparaissent dus notamment aux entreprises agricoles qui recrutent des personnels à l'étranger n'ayant pas fait l'objet de mesures de quarantaine à leur arrivée sur le territoire. Les Bouches-du-Rhône sont particulièrement touchées. Il convient de rester extrêmement prudents afin de poursuivre progressivement la reprise d'activité au sein de l'université.

La cellule de gestion de crise a toujours une activité soutenue en ce qui concerne la gestion des mobilités étudiantes. Elle examine également les cas de contamination ou de suspicion de contamination des étudiants et/ou des personnels.

La reprise des activités des laboratoires et des services administratifs en équipes restreintes se déroule sans difficulté majeure depuis le 18 mai dernier. Les missions de terrain se poursuivent.

A ce jour, 59 étudiants d'Avignon Université sont toujours à l'étranger. 39 étudiants n'ont pas répondu aux sollicitations et seront relancés par téléphone dès demain. 20 étudiants sont en attente de retour dans le courant du mois de juin. La cellule de gestion de crise les accompagne en collaboration avec la cellule de crise du Ministère (délai de trois à quatre semaines pour un rapatriement).

Bilan sur la mise en œuvre du PRA – Phase 1 : les équipements de protection individuelle ont été distribués aux personnels et les équipements de protection collective ont été installés sur tous les sites en nombre suffisant. Des passages supplémentaires quotidiens ont été programmés pour la désinfection des points de contact. Le balisage et les sens de circulation ont été mis en place et sont bien respectés par les personnels et les visiteurs.

Dans la planification des activités en présentiel, les composantes et les services font remonter des états hebdomadaires des effectifs présents qui permettent à la cellule de gestion de crise d'évaluer la jauge du nombre de personnels présents et à la Direction des ressources humaines (DRH) de gérer la position de chaque personnel de l'établissement. Ce recensement permettra également d'établir les chaînes d'alerte en cas de contamination ou de suspicion au sein de l'université.

La tenue des comités de sélection et des instances en semi-présentiel n'a pas soulevé de difficulté majeure.

Les consignes sanitaires générales et spécifiques ont été rédigées et largement diffusées en interne. Elles sont adaptées en permanence à l'évolution de la situation pandémique et aux instructions sanitaires nationales et préfectorales.

Les objectifs du PRA – Phase 2 :

- Redéploiement du Service des études et de la scolarité sur de nouveaux locaux : aménagement des salles de cours du rez-de-chaussée de l'aile ouest du bâtiment nord du site centre-ville pour l'accueil des vacataires en charge du traitement administratif des inscriptions, création du réseau informatique, déplacement de l'accueil, aménagement d'une zone de tri ;
- Organisation des examens et concours externes/internes (examens de seconde chance, concours ITRF, concours d'accès au CRFPA) de juin à septembre 2020. Les protocoles sanitaires sont très stricts et mobilisent beaucoup de moyens humains, matériels et financiers ;
- Poursuite des interventions et travaux programmés sur les bâtiments ;
- Augmentation progressive des capacités d'accueil des personnels en présentiel ;
- Maintien du filtrage et des enregistrements des présents.

Le PRA – Phase 2 a vocation à être mis en œuvre jusqu'à la fermeture estivale de l'université. L'organisation de la rentrée universitaire 2020 fera l'objet de la troisième phase du PRA.

Il est précisé que le PRA – Phase 2 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et du Comité technique (CT) les 29 mai et 2 juin 2020.

Le Président remercie à nouveau l'ensemble des composantes et des services qui restent mobilisés depuis le début de cette crise pour assurer la continuité d'activité. L'insistance est mise sur la protection des personnels, au-delà des injonctions réglementaires. Il faut tenir compte de l'état d'épuisement des personnels qui œuvrent dans des conditions de travail particulièrement difficiles et déstabilisantes. En ce qui concerne la rentrée 2020, il est envisagé de décaler la rentrée pédagogique de 15 jours afin de disposer d'un délai supplémentaire pour préparer la rentrée sereinement compte tenu des conditions de travail actuelles. Cette question sera discutée avec les composantes, les services et les instances d'ici la fermeture estivale.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet le PRA – Phase 2 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3. Affaires financières :

Après s'être assuré que le quorum physique requis en matière budgétaire est atteint, le Président invite Monsieur Thierry Marneffe, Directeur des finances, des achats et du contrôle interne (DFACI), à présenter ces points.

3.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2021

En préambule, Monsieur Marneffe présente **les éléments de contexte au niveau national, local et propres à l'établissement.**

Avant la crise sanitaire, la conjoncture économique était en lente amélioration, le taux d'inflation était prévu en très légère hausse et les effectifs étudiants étaient en progression constante.

En matière la politique nationale de l'enseignement et de la recherche, la mise en œuvre de la loi Orientation et Réussite des Etudiants (dite loi ORE) se poursuit. Le projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) sera présenté en Conseil des ministres le 8 juillet 2020. Si ce projet de loi aboutit, le budget de la recherche publique devrait s'accroître de 5 milliards d'euros. Une première marche de 400 millions d'euros sera d'ores et déjà inscrite au budget 2021 que le projet de LPPR soit ou non adopté.

Dans le contexte régional académique, Monsieur Philippe Dulbecco a été nommé Recteur délégué à l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation (ESRI).

Enfin, la vague de dévolution se poursuit afin de permettre aux établissements qui le souhaitent de saisir les opportunités liées à la valorisation de son patrimoine en devenant propriétaires de leurs locaux. Avignon Université ne s'inscrit pas pour le moment dans cette démarche.

A l'échelle de l'établissement, le contrat quinquennal entrera en 2021 dans sa quatrième année. La campagne d'emplois 2020 produira ses effets en année pleine à partir de 2021. Le nombre des étudiants inscrits sur les dernières années est assez stable. La modernisation continue en particulier pour ce qui concerne les fonctions support et soutien.

Monsieur Marneffe présente **les indicateurs de l'équilibre financier** qui traduisent la bonne santé financière de l'établissement.

Au 31 décembre 2019 :

- Capacité d'autofinancement : 3,2 millions d'euros
- CAF / Produits encaissables : 5,4 %
- Excédent brut d'exploitation (BEE) : 4,1 millions d'euros
- Résultat net comptable : 2,4 millions d'euros
- Fonds de roulement net global (FdRNG) : 11,3 millions d'euros soit 73,2 jours de charges décaissables
- Trésorerie : 14,8 millions d'euros soit 96,2 jours de charges décaissables
- Besoin en fonds de roulement : - 3,5 millions d'euros
- Charges décaissables / Produits encaissables : 94,4 %
- Charges externes / Produits encaissables : 11,6 %
- Ressources propres / Produits encaissables : 14,6 %
- Dépenses de personnel / Produits encaissables : 80,5 %
- Taux de rémunération des permanents : 81,7 %

En ce qui concerne **les ressources humaines**, la consommation d'emplois est relativement stable sur les dix dernières années. La masse salariale a quant à elle augmenté de 10 millions d'euros en raison d'une part de la forte augmentation des charges patronales (+10 points sur les taux des pensions) et d'autre part du Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

En matière d'équipement, le plan pluriannuel d'investissement (PPI) 2018-2021 a vu l'achèvement de la construction du laboratoire de mathématiques ainsi que la réalisation de travaux dans les domaines de la sécurité, de la sûreté, de l'accessibilité, de la performance énergétique des bâtiments et de l'aménagement des espaces de travail et la modernisation des systèmes d'information. En 2020, ce programme a été prolongé d'une année supplémentaire afin de permettre une meilleure programmation dans le temps des opérations qui le composent et assurer sa soutenabilité financière. Les opérations de sécurité, de sûreté et d'accessibilité ont été regroupées en une seule et même « priorité ». Une nouvelle priorité y a été intégrée dont la prise en compte, à hauteur de 0,45 millions d'euros, permettra d'équiper les laboratoires de recherche.

La parole est donnée à Monsieur Stéphane Bourdageau, DRH, pour présenter **les réalisations dans le domaine RH**.

En ce qui concerne **la politique d'action sociale** et le volume des dépenses, on peut constater une diminution du niveau des dépenses qui ne traduit pas pour autant une baisse d'activité ou une volonté politique particulière. Un certain nombre de postes de dépenses ont fléchi de manière importante. Le DRH rappelle que l'université ne dispose plus de service de médecine de prévention depuis le 1^{er} janvier 2019 (recours temporaire au service des médecins agréés). Plusieurs projets sont à l'étude (rattachement à la médecine de prévention du Conseil général de Vaucluse, création d'un service intégralement assuré par l'établissement ou rattachement à la médecine du travail). Par ailleurs, il est à noter une baisse conjoncturelle des dépenses en matière d'accompagnement (enfants handicapés, naissances, retraites). Le DRH souligne une légère progression des dépenses du pôle d'action sociale de la DRH (cellule d'écoute notamment avec un nombre de consultations assez important).

Sur **la politique indemnitaire**, les dépenses ont fortement augmenté en raison de la mise en place en 2018, avec une antériorité sur l'exercice budgétaire 2017, d'un nouveau régime indemnitaire pour les personnels BIATSS (RIFSEEP) suivie d'une augmentation indemnitaire toutes catégories confondues de +/- 7 à 8 %.

Les dépenses de formation des personnels ont subi la plus forte augmentation (+30,7 % en 4 ans) avec le développement des formations de préparation aux concours qui se sont densifiées et diversifiées, des formations management plus importantes, des formations hygiène et sécurité qui se sont développées et des formations à destination des enseignants et enseignants-chercheurs.

Reprenant la parole, Monsieur Marneffe présente les attentes **en matière de financement**. L'hypothèse la plus probable est celle d'un maintien de la subvention pour charges de service public (SCSP) au niveau actuel soit 50,7 millions d'euros. L'université a par ailleurs obtenu 5 millions d'euros sur 10 ans dans le cadre de l'appel à projets « Écoles Universitaires de Recherche » (AAP EUR/PIA3) avec le projet IMPLANTEUS. Enfin, l'établissement appartient à un consortium qui a obtenu 7,5 millions d'euros dans le cadre de l'appel à projets « Territoires d'innovation pédagogique » (AAP TIP/PIA3) avec le projet PANORAMA. L'université devrait recevoir à ce titre entre 60 et 70 k€ annuels. En ce qui concerne les ressources de l'établissement, il est à noter une dynamique croissante des recettes sur contrats de recherche.

La parole est donnée à Monsieur Georges Linarès, Vice-président de la Commission de la Recherche (VP CR) pour présenter **les objectifs stratégiques en matière de recherche**.

En matière d'orientations générales :

- Poursuite de la dynamique de structuration autour des deux axes identitaires ;
- Poursuite des efforts en matière d'accompagnement des chercheurs et des structures de recherche ;
- Effort soutenu sur l'international (rayonnement et internationalisation de la recherche) ;
- Soutien à de grands projets structurants : EUR (IMPLANTEUS et InterMédus), programme de chaire partenariale, consolidation des infrastructures de recherche, développement économique.

En matière budgétaire, il est à noter un **renforcement des dotations des structures de recherche** avec une augmentation de 10% de la dotation des laboratoires et des fédérations de recherche, la mise en œuvre de l'accompagnement des projets de laboratoire (dotation indexée sur les projets de laboratoire), la poursuite de la politique de prélèvements sur contrats.

En ce qui concerne **l'accompagnement des enseignants-chercheurs**, la politique des décharges pour responsabilité de projets scientifiques a été rationalisée et étendue à tous types de projets contractualisés. Le principe de conversion en primes pour charges administratives (PCA) est maintenu. L'établissement maintient le niveau de l'enveloppe allouée à la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) qui a été étendue significativement sur les deux dernières années. Un nouveau programme de contrat de fin de thèse a été mis en place pour accompagner les doctorants dont les projets de thèses ont été significativement impactés par la crise sanitaire du Covid-19. En ce qui concerne l'accompagnement des congés pour recherches ou conversions thématiques (CRCT) sur les comptes cumul recherche, l'établissement devrait bientôt être en situation de consommation de ces heures capitalisées qui devra être accompagnée.

Sur le volet de **l'international**, il est prévu d'augmenter les enveloppes dédiées à la mobilité internationale, de réduire le programme d'accueil en résidence (1 accueil par an au lieu de 2 initialement prévu), de soutenir les mobilités courtes, de repenser le programme Perdiguier de soutien à la mobilité doctorale, d'accompagner l'accueil des chercheurs étrangers, d'augmenter le soutien à la communication internationale et de développer la politique de partenariats institutionnels ciblée sur les axes identitaires.

Sur **les grands projets structurants**, le projet d'EUR IMPLANTEUS devrait démarrer en septembre 2020. L'établissement envisage un démarrage de l'EUR InterMédus pour l'année suivante (EUR autofinancée). Le programme de chaire partenariale devrait permettre de développer des projets cofinancés avec des partenariats industriels sur le long terme. A noter également un soutien aux infrastructures de recherche, notamment pour la plateforme 3A (recrutement en cours) et le projet de Villa Créative.

Dans ce cadre, **l'enveloppe recherche** augmente significativement cette année (+24,5 % ou +17 % hors programme spécifique Covid-19).

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée à Monsieur Ange Polidori, Vice-président de la Commission de la Formation et de la Vie universitaire (VP CFVU) pour présenter **les objectifs stratégiques en matière de formation** :

- **Renforcement du potentiel d'enseignement à distance dans l'établissement** : équipement de salles et d'amphithéâtres en matériels de captation vidéo, renforcement de la Mission d'Appui à la Pédagogie Universitaire et Innovante (MAPUI), labellisation Flex'hybrid financée à hauteur de 100 k€ ;
- **Poursuite de la mise en œuvre du projet CAPACITE** : financement de deux congés pour projet pédagogique, financement de deux classes TREMLIN pour les inscrits sous condition, financement d'un parcours « Entrepreneuriat » ;
- **Dynamisation des projets d'enseignement et remise à niveau des matériels pédagogiques** : lancement d'un appel à projets annuel pour renforcer le potentiel d'enseignement doté d'une enveloppe annuelle de 200 k€.

Reprenant la parole, Monsieur Marneffe indique que l'établissement poursuit sa dynamique de **modernisation des fonctions support et soutien et des procédures de gestion** :

- Poursuite de la mise en œuvre du contrôle interne budgétaire et comptable ;
- Déploiement de la comptabilité analytique (recherche et formation) ;
- Réalisation d'un inventaire physique ;
- Mise en place d'une offre de services en gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEEC) ;
- Élaboration d'une cartographie des emplois et des compétences ;
- Construction et mise en place d'un tableau de bord stratégique.

En matière de **développement des ressources propres** de l'établissement :

- Développement des recettes de la formation continue pour produire des excédents ;
- Valorisation du patrimoine (mise à disposition des locaux) ;
- Réussite à plusieurs APP du PIA3 (EUR, TIP, NCU, SUR) ;
- Mise en place d'un guichet unique au sein de la Maison de la Recherche pour soutenir la vente de prestations recherche aux entreprises.

La campagne d'emplois 2021 est à ce jour dimensionnée de manière modeste et concernera, à titre prévisionnel :

- 4 emplois d'enseignants-chercheurs ;
- 2 emplois BIATSS susceptibles d'être vacants (hors emplois nouveaux issus du PIA et financements ORE en cours de discussion dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion) ;
- des emplois d'ATER, PAST, MAST et LRU avec des réductions envisagées en fonction des créations d'emplois de titulaires.

(cf. annexes point 3.1).

Ces orientations budgétaires 2021 ont recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission des finances du CA le 5 juin dernier.

Prenant la parole, le VP CA indique que la crise sanitaire produira encore des effets notamment sur le personnel qui nécessiteront la poursuite d'un accompagnement accru, ce qui explique l'accent particulier en matière d'action sociale. Les deux autres actions phares des orientations budgétaires 2021 sont l'amorce de l'EUR autofinancée InterMédus et le plan de rénovation des outils pédagogiques.

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Allal Berrag demande des précisions sur le taux d'exécution des dépenses engagées en matière de personnel dans le compte financier 2019 à hauteur de 99 %.

Monsieur Marneffe indique qu'il y a une différence de 1 % entre les montants engagés et les montants dépensés.

Monsieur Castelnovo demande des précisions sur les modalités de mise en œuvre du nouveau programme de contrat de fin de thèse.

Le VP CR indique que le projet qui sera examiné prochainement par la CR prévoit une prolongation des contrats de thèse comprise entre trois et six mois, et dans la plupart des cas trois mois. Le contrat de fin de thèse interviendra à l'issue du contrat de thèse.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet les orientations budgétaires 2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.2 Allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche au titre de l'année 2021

Conformément à l'article L. 712-6-1 du code de l'éducation, le CA est invité à se prononcer sur l'allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche. Ces enveloppes seront ensuite réparties respectivement par la CFVU et la CR.

Le montant des enveloppes d'autorisations d'engagement formation, recherche et autres charges est déterminé à partir des ressources de fonctionnement de l'université. Seuls une partie de la SCSP, les droits d'inscription ainsi qu'une infime partie des ressources propres font l'objet d'une répartition en CFVU et en CR. Les autres ressources de fonctionnement rejoignent directement leur destination (masse salariale centrale et ressources fléchées des laboratoires, composantes et services).

Pour l'année 2021, il est proposé d'augmenter le montant brut de **l'enveloppe formation** de 2 % soit un montant de 54 450 euros. Le gel de précaution est ramené de 8 à 6 % de l'enveloppe brute (soit 166 616 euros). Il est précisé que le financement annuel obtenu au titre du projet CAPACITE abonde globalement les crédits consacrés par l'établissement au budget de la formation mais n'entre pas dans l'enveloppe répartie par la CFVU.

Le montant total de l'enveloppe formation au titre de l'année 2021 est donc porté à 2 776 940 euros (contre 2 722 490 euros en 2020). Cette enveloppe est répartie entre des crédits de fonctionnement et une partie allouée en heures complémentaires, vacations d'enseignement et administratives.

Comme indiqué précédemment, il est proposé d'augmenter le montant brut de **l'enveloppe recherche** de 24 % soit un montant de 267 016 euros. Le gel de précaution est maintenu à 2 % (soit 27 223 euros).

Le montant total de l'enveloppe recherche au titre de l'année 2021 est donc porté à 1 361 161 euros (contre 1 094 145 euros en 2020).

Il est précisé que l'allocation des enveloppes de moyens destinés à la formation et à la recherche a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la Commission des finances du CA le 5 juin dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet l'allocation des enveloppes formation et recherche 2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Ressources humaines :

4.1 Approbation de la liste des fonctions ouvrant droit à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année universitaire 2019-2020

Prenant la parole, le Président indique que ce point a été soumis au CT le 2 juin dernier et a donné lieu à une discussion riche et fournie. Il ressort des échanges que le moment est inopportun pour traiter cette question des primes en raison des incertitudes et des craintes ressenties par les personnels en raison de la crise économique doublée de la pandémie de Covid-19. Dans ce contexte, la question des PCA a soulevé des incompréhensions.

Par ailleurs, le tableau des PCA 2019-2020 ayant déjà été adopté en début d'année universitaire, il ne semble pas nécessaire de procéder à une nouvelle approbation malgré le renouvellement des mandats à la suite des élections générales.

Ensuite, l'augmentation des primes par trois peut susciter des questionnements et appelle un argumentaire objectif qui a déjà été fourni et travaillé mais il y a lieu de rétablir un certain nombre de faits dans leur contexte national et historique.

Enfin, l'augmentation significative des primes des vice-présidents et des doyens reste tout à fait légitime, cela ayant été par le passé souligné à plusieurs reprises par le CT, notamment au regard des charges et des responsabilités correspondantes.

Il est rappelé que le CT et le CA sont sollicités sur les plafonds et les fonctions à titre consultatif.

Néanmoins, l'équipe présentielle et le Président lui-même sont sensibles aux données de contexte qui ont été évoquées, à plus forte raison que l'on sort d'un mandat qui a fortement consisté à renforcer le respect de la réglementation, à mettre en place des procédures permettant de consolider et de garantir la transparence des décisions notamment en matière financière et RH, et, en termes d'esprit, à prendre des décisions justes et rationnelles après consultation aussi longtemps que nécessaire des parties prenantes.

Par conséquent, il a été décidé de retirer ce point de l'ordre du jour de séance pour le renvoyer au calendrier habituel en début d'année universitaire prochaine. Le CA est donc invité à se prononcer uniquement sur les nouveautés qui justifient une approbation (ajout d'une charge de mission et de responsabilités de projets).

Si la discussion est tout à fait légitime et qu'elle a lieu chaque année en CT et en CA, il faut faire attention à ne pas dériver dans les argumentaires qui n'honorent pas la conscience universitaire en matière de vérification des sources et de croisement des informations. Le Président tient à rappeler qu'une prime actuelle pour un vice-président statutaire équivaut ni plus ni moins à une prime de vice-doyen aux études qui disposerait d'une prime complémentaire de 30 heures soit 110 heures complémentaires. Les rémunérations annexes sont inférieures à celles des collègues qui sont au plafond d'heures complémentaires. Les vice-présidents perdent par ailleurs la PEDR.

Dans un registre plus global, le Président indique que tous les postes indemnitaires de l'établissement ont significativement progressé au cours des dix dernières années, tout particulièrement au cours des toutes dernières années, les primes pédagogiques sont en progression constante, les primes et décharges des directeurs de recherche ont été significativement renforcées, le périmètre des PEDR a été étendu et les primes et décharges pour le portage de projets scientifiques ont été développées.

Tous les postes indemnitaires se sont accrus sauf celui des PCA qui depuis au moins 2007 n'a pas connu d'augmentation malgré l'explosion des charges et des responsabilités qui découlent de la LRU, du passage aux RCE, de la loi ESR et de la logique des appels à projets qui mobilisent très fortement les équipes.

Pour conclure en comparaison nationale, la moyenne des primes versées aux vice-présidents dans les petites et moyennes universités varie entre 10 000 et 13 000 euros, y compris dans de très petits établissements.

Avignon Université est la dernière université en matière de PCA avec celle de Perpignan, avec au moins 13 ans d'absence totale d'évolution.

La gouvernance reviendra vers le CA avec une nouvelle proposition revue un peu à la baisse pour tenir compte des réactions auxquelles l'équipe de direction a été sensible. Il s'agira toutefois d'opérer un alignement sur la moyenne nationale puisqu'il n'y a pas de raison que les vice-présidents, eu égard à leur engagement et les charges qui pèsent sur eux, soient deux fois moins considérés que leurs homologues.

Le CA est donc invité à se prononcer uniquement sur les éléments suivants :

- ajout des fonctions de :
 - o chargé.e de mission délégué.e au soutien à l'innovation pour un taux maximum d'attribution de 30 % équivalant à un montant de PCA de 1 500 euros ;
 - o responsable du projet de recherche « FFRD-SoSweet » au sein du LaPEC pour un total équivalent décharge de 15 heures ;
 - o responsable du projet de recherche « Consolidation CHEM21STAB-Entreprise » au sein de l'IBMM pour un total équivalent décharge de 16 heures ;
 - o responsable du projet de recherche « Cap-4-Multi-Can-Alert » au sein de l'UMR ESPACE pour un total équivalent décharge de 24 heures.
- modification du total équivalent décharge pour les responsabilités de projets de recherche :
 - o « Thèse Lisa Barucchi Sté Total » au sein de l'UMR EMMAH : 21 heures ;
 - o « Zone critique » au sein de l'UMR ESPACE : 19 heures ;
 - o « Réseaux de neurones profonds » au sein du LIA : 17 heures.

Il est précisé que ces modifications ont recueilli l'avis favorable du CT le 2 juin dernier.

La parole est donnée aux membres du CA.

Madame Delphine Blanke demande si des restitutions sur les travaux effectués sont communiquées par les chargés de mission, notamment en ce qui concerne le référent déontologue et laïcité.

Le VP CA indique que les missions exercées par le référent déontologue et laïcité portent sur des dossiers complexes qui appellent toute discrétion. Des comptes rendus peuvent difficilement être communiqués au CA.

Pour les autres charges de mission ou les vice-présidences, ces missions se traduisent par les projets et les dossiers qui sont soumis au fil de l'eau à l'examen du Conseil.

Prenant la parole, Monsieur Fabrice Lefevre tient en premier lieu à saluer la décision de reporter le point global sur les PCA qui est une décision très sage. Par ailleurs, Monsieur Lefevre demande à ce que les membres du Conseil puissent disposer d'un descriptif des missions attachées aux fonctions listées dans le tableau des PCA afin de pouvoir identifier le périmètre des missions qui sont confiées.

Le VP CA prend note de cette demande et propose de communiquer les lettres de mission correspondantes lors de l'examen de ce point par le CA à la rentrée prochaine.

En ce qui concerne la mission de soutien à l'innovation, elle s'inscrit dans le cadre du projet de développement économique et de la valorisation qui doit soutenir les projets de valorisation industrielle et les résultats de la recherche avec l'ensemble des services et plus particulièrement la Maison de la Recherche, en collaboration avec le Vice-président délégué au Développement économique et à la Valorisation (VP DEV). Il s'agit de participer à la mise en place du dispositif *Business Unit* qui doit préfigurer la création d'entreprises innovantes, permettre de contribuer à la professionnalisation de la relation des laboratoires aux partenaires industriels et à la mise en place de dispositifs qui doivent valoriser l'engagement des enseignant-chercheurs et des étudiants dans des projets de collaboration scientifique et industrielle à fort potentiel d'innovation.

Monsieur Berrag revient sur la question plus globale des PCA et indique que déjà en 2017, au cours d'une séance du CT, celui-ci avait émis une réserve sur le fait que les vice-présidents statutaires perçoivent la même PCA que les vice-présidents délégués alors que la charge de travail n'est pas la même. En ce qui concerne les vice-présidents délégués, il est important que les administrateurs puissent disposer des lettres de mission et d'un compte rendu d'activité pour pouvoir mesurer la charge de travail qui est la leur.

Le Président indique que des charges de mission sont créées par obligation réglementaire tel que le référent déontologue et laïcité ou le référent lanceurs d'alerte. Pour ce qui est des travaux des vice-présidents délégués, le CA se voit régulièrement communiquer des projets portés par eux, par exemple le Campus 3A, le projet « COUP D'POUCE » de soutien à l'entrepreneuriat... Les vice-présidents délégués interviennent fréquemment en séance du Conseil pour éclairer les administrateurs sur l'avancement de tel ou tel dossier.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet les modifications du tableau des PCA 2020-2021 listées plus haut au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (une abstention)**

4.2 Approbation de la répartition des primes de responsabilités pédagogiques (PRP) des UFR, de l'IUT et du Service de la formation tout au long de la vie au titre de l'année universitaire 2019-2020

Le VP CA indique qu'une revalorisation des primes pédagogiques a été opérée sur la plupart des fonctions, notamment celles de vice-doyens aux études pour lesquels il a été estimé qu'il était légitime de proposer une prime correspondant au plafond réglementaire.

Il n'y a pas de nouveauté cette année en termes d'articulation des responsabilités pédagogiques mais seulement en matière de volumes d'heures revus à la hausse (cf. *annexes point 4.2*).

Un travail est engagé sur la redéfinition et la précision des référentiels des responsabilités pédagogiques. Ce chantier a été suspendu du fait de la crise sanitaire mais reprendra dès la rentrée prochaine.

Il est précisé que la répartition des PRP 2019-2020 a recueilli l'avis favorable du CT les 4 février et 2 juin 2020 et l'avis favorable de la CFVU le 4 juin 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Madame Sandra Poitevin relève une différence entre les volumes d'heures pratiqués par l'Institut universitaire de Technologie (IUT) et le SFTLV dans le cadre d'une licence professionnelle (LP) alors même que la charge de travail semble a priori similaire. Elle pose la question de l'homogénéisation de ces PRP.

Prenant la parole, le VP CFVU indique que les formations professionnelles concernées sont dispensées pour la plupart en alternance. Les conventions qui lient l'établissement aux organisations professionnelles voire aux universités partenaires définissent ces montants ce qui explique en partie la différence de ces volumes horaires.

Madame Poitevin trouve regrettable que les PRP des responsables pédagogiques de la FTLV ne soient pas plus valorisées au regard des difficultés que le service rencontre pour trouver des enseignants-chercheurs prêts à s'engager dans la formation continue. Il lui semble légitime de procéder à une homogénéisation entre les composantes et le SFTLV.

Le VP CFVU précise que chaque composante dispose d'une certaine autonomie en la matière, la CFVU ne rendant qu'un avis consultatif pour ce qui concerne les formations en apprentissage. Le VP CFVU comprend le point de vue qui consiste à mieux récompenser les collègues qui s'engagent dans les responsabilités, c'est tout l'objet du tableau modifié qui est présenté aux administrateurs. Une véritable évolution de la politique des PRP a été impulsée en cours d'année avec une augmentation qui doit se monter aux alentours de 17 % (6 155 heures contre 5 250 heures initialement prévues). L'effort doit être poursuivi dans cette optique de revalorisation des enseignants en responsabilité. Les critères d'allocation et de ventilation vont être repensés pour être plus en adéquation avec la réalité du terrain et aboutir à une pratique homogène entre les composantes des PRP des co-responsables notamment.

Madame Poitevin demande si les PRP sont cumulables.

Le VP CA répond par l'affirmative sous réserve du respect d'un plafond de 96 heures.

Prenant la parole, le Président indique qu'un enseignant titulaire sur deux est en responsabilité pédagogique au sein de l'établissement, ce qui traduit le sous-encadrement structurel dont pâtit Avignon Université.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la répartition des PRP 2019-2020 des UFR, de l'IUT et du SFTLV au vote des administrateurs.

⇒ **Répartition des PRP des UFR / Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

⇒ **Répartition des PRP de l'IUT / Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

⇒ **Répartition des PRP du SFTLV / Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

5. Approbation de la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés au titre de l'année universitaire 2020-2021

Il est proposé de reconduire sur l'année universitaire 2020-2021 la politique adoptée par le CA le 21 mai 2019 qui prévoit l'alignement des droits d'inscription des étudiants hors UE/UEE sur les tarifs applicables aux étudiants nationaux (*cf. annexe point 5*).

Cette reconduction a recueilli l'avis favorable à l'unanimité du Conseil académique plénier le 28 mai dernier.

La parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Lefevre souhaite connaître la stratégie de communication de l'établissement sur cette question.

Le VP CA indique que les modalités de mise en œuvre de cette politique sont diffusées très largement par le Service des études et de la scolarité et la Maison de l'international (MDI) sur tous les réseaux concernés, notamment via Campus France.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet la politique d'accueil des étudiants assujettis aux droits d'inscription différenciés au titre de l'année universitaire 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6. Formation et Vie universitaire

6.1 Création du parcours « Droit et Numérique » dans le cadre du master Droit à compter de l'année universitaire 2020-2021

Il y a deux ans, l'UFR Droit, Economie, Gestion (DEG) a réorienté sa stratégie de recherche avec un véritable positionnement sur l'axe « Culture, patrimoine, sociétés numériques » en matière de droit du numérique. La création de ce parcours accompagne cette dynamique.

Il s'agit d'une formation assez peu dispensée dans les universités françaises et qui bénéficie de l'excellence de deux enseignants-chercheurs spécialisés dans le droit du numérique nouvellement recrutés au sein de l'établissement.

La formation conduit à la création nette de 840 heures additionnelles, coût établissement, l'ensemble des modules du premier semestre étant mutualisé avec les masters « Métiers du droit » et « Gouvernance numérique » (cf. annexe point 6.1).

Le département de Droit est en capacité de porter cette charge horaire supplémentaire. La composante est dans une dynamique de création de postes qui accompagne cette nouvelle stratégie de recherche et d'enseignement.

Les porteurs du projet envisageront assez rapidement le passage de cette formation à l'apprentissage, les besoins des entreprises dans ce domaine étant très importants et les formations très rares.

Il est précisé que la création de ce parcours a recueilli l'avis favorable du Conseil d'UFR DEG le 31 janvier 2020 et du Conseil académique plénier le 28 mai 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux administrateurs.

Monsieur Gontard confirme la multiplicité des besoins des entreprises du territoire en droit du numérique, notamment en matière de RGPD, de droits d'auteur, de diffusion d'informations sur les plateformes, les achats en ligne... Il salue cette belle initiative de l'université.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet la création du parcours « Droit et Numérique » à compter de l'année universitaire 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.2 Création de la licence professionnelle « Systèmes Numériques et Données des Objets Connectés » (SN DOC) à compter de l'année universitaire 2020-2021

La création de cette LP s'inscrit dans la dynamique portée par l'établissement en matière de coordination territoriale et de professionnalisation de l'offre de formation en licence.

La parole est donnée à Monsieur Fabien Monnet, Directeur du SFTLV, porteur du projet.

Ce projet de formation mené en collaboration avec le Lycée La Salle d'Avignon suscite l'intérêt de plusieurs autres lycées du territoire. Le contenu pédagogique associe des compétences en électronique, informatique embarquée, développement de logiciels et sur le lien homme/machine. Ce profil est assez demandé sur le territoire, une seule licence professionnelle au niveau national semble développer ces compétences.

Cette licence professionnelle en alternance comporte un total d'heures d'enseignement de 530 heures dont 140 heures de projets tutorés. De nombreux partenaires ont manifesté leur soutien pour cette formation et sont prêts à s'y engager.

Cette formation s'adresse notamment aux étudiants de BTS. Plusieurs étudiants de l'IUT ont également manifesté leur intérêt.

(cf. annexes point 6.2)

La création de la LP SN DOC a recueilli l'avis favorable du CT et du Conseil académique plénier les 4 février et 28 mai 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Lefèvre s'étonne de l'installation de cette LP qui a un fondement numérique important alors que le département Informatique représenté par le CERI avait donné un avis défavorable à la mise en place de cette formation en l'état. Cette situation fait écho au débat qui s'est tenu sur la LP « Tourisme et Economie Solidaire » (TES) lors de la précédente séance du CA sur la problématique plus globale de l'assise des formations au sein de l'établissement.

Prenant la parole, le VP CFVU précise que des partenaires ont sollicité l'université pour la mise en place de ce parcours. Cette dynamique s'inscrit parfaitement dans la politique de création de formations et de développement des partenariats sur le territoire dans le cadre du projet NCU/CAPACITE. Le VP CFVU ne peut que regretter le positionnement de certains enseignants du CERI à l'encontre de ce projet. Un autre enseignant qui possède une expertise a accepté de porter cette responsabilité, le projet a donc été poursuivi. A la suite de cette création, les enseignants du CERI qui souhaiteraient renforcer l'équipe pédagogique de la LP SN DOC seront les bienvenus.

Le Président entend les inquiétudes. Il rappelle que l'établissement n'est plus en capacité économique de développer *ex nihilo* des diplômes d'Etat et précise que dans le cadre de ce projet, l'université bénéficie d'une convention dument établie avec un partenaire qui émarge dès le dossier d'accréditation remonté au Ministère et qui est responsable à 50 %.

Monsieur Monnet indique par ailleurs que quatre collègues du CERI ont récemment manifesté leur intérêt pour cette formation et attendent qu'une nouvelle discussion s'engage avec le département Informatique. Le VP CFVU et le Directeur du SFTLV ne manqueront pas de prendre l'attache du CERI pour poursuivre les échanges.

A défaut d'observation complémentaire, le VP CA soumet la création de la LP SN DOC au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (deux abstentions)**

6.3 Création d'une classe TREMLIN à compter de l'année universitaire 2020-2021 dans le cadre des Nouveaux Cursus à l'Université (NCU)/CAPACITE

Le projet de classe TREMLIN s'inscrit dans le cadre du projet NCU/CAPACITE avec un financement dédié. Il était prévu initialement la création de deux classes TREMLIN, l'une tournée vers les lettres et les humanités et l'autre vers les enseignements scientifiques. Aucun porteur n'a été trouvé pour la classe TREMLIN orientée sciences. La classe TREMLIN lettres et humanités est portée par un professeur agrégé de l'UFR ALL et a été construite en collaboration avec la Maison de l'Orientation et de l'Insertion (MOI). Elle s'inscrit dans les dispositifs d'aide aux étudiants en difficulté, notamment ceux qui s'inscrivent sous condition à l'université d'Avignon. Elle pourra accueillir 80 étudiants au total répartis sur deux groupes de 40 étudiants (*cf. annexe point 6.3*).

La création de cette classe TREMLIN a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU le 4 juin dernier.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet la création de cette classe TREMLIN au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.4 Création du Diplôme d'université « Entrepreneuriat » à compter de l'année universitaire 2020-2021 dans le cadre des Nouveaux Cursus à l'Université (NCU)/CAPACITE

Comme annoncé en début de séance, ce point est reporté à une séance ultérieure.

⇒ **Report à une séance ultérieure du Conseil d'administration**

6.5 Approbation de l'offre des diplômes d'université au titre de l'année universitaire 2020-2021

Les diplômes d'université sont majoritairement renouvelés pour l'année universitaire 2020-2021 avec pour certains des modifications de maquettes.

Une modification importante est intervenue en ce qui concerne le DU « Technicien de process brassicole » ouvert l'an dernier. Des besoins ont été exprimés en matière de contenu des enseignements. Pour répondre à ces besoins, le volume horaire de la maquette a été augmenté entraînant une légère hausse du tarif de la formation.

Par ailleurs, trois DU portés par le SFTLV ont été supprimés, ces formations n'ayant pas rencontré leurs publics.

(*cf. annexe point 6.5*).

Cette offre des DU 2020-2021 a recueilli l'avis favorable à l'unanimité de la CFVU le 4 juin 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet l'offre des DU 2020-2021 au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

6.6 Désignation des deux représentants des élus étudiants du Conseil d'administration à la Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC)

Conformément à l'article 2 des statuts de la Commission CVEC, les administrateurs sont invités à désigner deux représentants des élus étudiants du CA, sur proposition du Vice-président étudiant (VPE), qui siègeront au sein de la Commission CVEC. Il est précisé que la proposition du VPE tient compte de la pluralité de la représentation des listes élues au CA.

La parole est donnée à Monsieur Thaouban Drider, VPE qui propose la désignation de Messieurs Abdoulaye Dione et Gabin Widendaele.

Le VP CA soumet cette proposition au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

7. Recherche : création d'un dispositif de chaire partenariale

Les laboratoires de l'université développent des thématiques de recherche qui sont d'intérêt pour plusieurs partenaires socio-économiques qui n'ont pas la volonté ou la capacité de porter seul des projets d'envergure à long terme.

Le dispositif de chaire partenariale vise à structurer et à soutenir des projets stratégiques de recherche en collaboration avec plusieurs partenaires co-financeurs. Le projet de chaire partenariale comporte également un volet formation.

Ce dispositif s'inscrit dans les projets structurants de la recherche avec des chaires pouvant durer entre trois et cinq ans.

Il est prévu une contribution significative de l'établissement à ce dispositif : mise à disposition de personnels, allocation de décharges indexées sur le niveau de collaboration des partenaires industriels, financement d'un contrat doctoral, dotation de fonctionnement.

(cf. annexe point 7)

La création du dispositif de chaire partenariale a recueilli l'avis favorable de la CR le 27 mai 2020.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

Monsieur Lefevre demande si un cadrage plus précis est prévu en ce qui concerne les conditions financières ou les budgets des projets.

Le VP CR indique qu'un des enjeux est de projeter ce dispositif dans la sphère SHS pour laquelle il y a une capacité des partenaires qui est assez différente. Le cadrage de ce dispositif se veut très souple à ce stade pour ne pas limiter les demandes et s'adapter à un environnement de recherche singulier. Le document de cadrage pourra être amené à évoluer en fonction des besoins rencontrés suite à son expérimentation.

A l'issue de ces échanges, le VP CA soumet la création du dispositif de chaire partenariale au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

8. Approbation du contrat-type éditeur/contributeur dans le cadre d'une œuvre collective

Les Editions universitaires d'Avignon (EUA) continuent à se doter d'outils juridiques adaptés pour encadrer la collaboration avec les auteurs.

A titre d'information, il est précisé que le contrat-type d'édition d'une monographie adopté par le CA le 22 octobre 2019 a été modifié à la marge (remplacement des « EUA » par « Avignon Université » pour la dénomination de l'éditeur et possibilité de pluralité d'auteurs).

Il s'agit aujourd'hui d'un nouveau contrat-type entre l'éditeur et les contributeurs dans le cadre d'une œuvre collective *(cf. annexe point 8)*.

Ce modèle de contrat a été proposé par les EUA et travaillé avec le Service des affaires juridiques.

La parole est donnée à Monsieur Castelnovo, Directeur des EUA. Il indique que ce contrat-type vient alimenter les outils de sécurisation juridique dont disposent les EUA. Ce contrat-type permettra de régulariser rétrospectivement les droits des ouvrages parus depuis 2009.

A l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du CA.

A défaut d'observation, le VP CA soumet ce contrat-type au vote des administrateurs.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

9. Questions diverses

⇒ **Néant**

Le Président remercie Madame Beuché-Morel, représentante de la Ville d'Avignon en fin de mandat, pour sa présence au sein du CA, sa participation à tous les débats, son accompagnement et son soutien à Avignon Université à travers de nombreuses actions conjointes.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h.

Le Président d'Avignon Université

Philippe ERLERKAMP

